

Journal de l'Afrique

N° 2 du 28.10.2012

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_africains.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Tiré à part :

L'Algérie menacée par Hillary Clinton

Notre pays, qui ne doit rien aux États-Unis, ni à une quelconque puissance "démocratique", bien au contraire, aurait "beaucoup à gagner en adoptant les changements qui s'opèrent (autour de lui)". C'est madame Hillary Clinton qui vient de nous le dire.

Ahmed Halfaoui

Mardi 16 Octobre 2012

Notre pays qui a eu à se libérer de la barbarie coloniale, soutenue par les forces de l'OTAN, au prix de centaines de milliers de morts et de souffrances insoutenables, a droit à l'outrecuidance de la dame qui se croit tout permis, quand il s'agit des ex indigènes. Ici, on peut avoir une réaction qui peut aller du pincement au cœur aux cris d'indignation, devant le silence des représentants de l'Etat algérien, alors que la moindre des choses était de les entendre l'envoyer paître et s'occuper des dizaines de millions de ses compatriotes livrés à la misère. Au moins on aurait aimé les voir lui dire, poliment, de se mêler de ce qui la regarde. Et comme si Mme Clinton savait à qui elle avait à faire, elle délivre des bons points d'encouragement. "Peut mieux faire" dit le maître d'école pour pousser son élève. C'est ce qu'elle a fait, en partie, en suggérant son mécontentement: "l'Algérie a beaucoup de travail devant elle pour atteindre et consacrer les droits universels et créer un espace pour la société civile". Le pouvoir doit donc faire attention. Les bons points ne sont pas suffisants, il faut qu'il fasse plus pour que la dame ne se fâche pas pour de vrai et ne décide de faire faire les choses à d'autres et autrement, tel qu'elle procède sous d'autres latitudes, là où on n'aime pas qu'on s'ingère dans sa maison. Pour le moment, elle dit qu'elle attend la suite, dans cette langue sibylline, que seuls peuvent inspirer la perfidie et le cynisme. A moitié contente, ce qu'elle montre. A moitié menaçante, ce qu'elle montre aussi, sûre de faire peur, sûre de faire de l'effet. Donc pour le moment, et pour le moment seulement, nous pouvons être tranquilles. Comme elle a certainement un barème qui lui permet d'évaluer et de noter les performances, Mme Clinton a constaté que nous avons faits "certains progrès", sans avoir eu besoin d'une "révolution", elle le dit crûment: "ils n'ont pas vécu ces révolutions, mais ces événements récents ont testé leurs valeurs et leur détermination". A la bonne heure! On devrait la remercier de sa sollicitude et ne pas voir qu'elle doit enrager de ne pas avoir assisté à la précipitation du pays dans un chaos, dont il ne se relèverait pas, ouvrant la voie des champs d'hydrocarbures aux compagnies étasuniennes, accompagnées des GI's. On devrait aussi faire semblant de ne pas comprendre que ces propos n'ont pas été plus insultants, qu'ils ne sont, ni plus agressifs, à cause du fait que le moment n'est pas propice à une aventure de conquête.

Faiblesse des supplétifs locaux, d'une part, expérience syrienne très peu encourageante et risque militaire certain de s'engager dans une Algérie au peuple très au fait des intentions réelles des "démocraties". C'est pourquoi les États-Unis se contentent du peu, faute d'avoir le tout, en attendant des jours meilleurs, en faisant pression, avec beaucoup de succès du reste. Ce qui n'est plus possible en Amérique du sud, l'est en Afrique et chez ce qui reste comme Arabes et assimilés comme effet du terrorisme impérialiste.

http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Ahmed_Halfaoui.151012.htm

<http://rene.kimbassa.over-blog.com>

Brèves

[La Russie annule \\$20 Mrds de dette de l'Afrique](#)

La Russie a annulé plus de 20 milliards de dollars de dette de pays africains, a annoncé mercredi Vladimir Sergueev qui dirige le Département des organisations internationales au ministère russe des Affaires étrangères.

Le diplomate a noté également que la Russie a versé 50 millions de dollars au fonds de la Banque mondiale pour les pays les plus pauvres. La majeure partie de cette somme servira à soutenir les pays de l'Afrique subsaharienne.

La Russie a contribué également par 100 millions de dollar au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme

french.ruvr.ru

[L'UE est prête à fournir une aide militaire au Mali](#)

15/10/2012

L'Union européenne s'est dite prête à fournir une aide militaire au Mali pour lutter contre les islamistes dans le Nord du pays. Cette décision a été prise lors d'une réunion des ministres européens des Affaires étrangères. Dans leur déclaration finale, les ministres ont dit qu'ils craignent que l'expansion du conflit puisse provoquer la création des zones pour des organisations terroristes sur son territoire.

La version « légère » de l'aide au Mali prévoit la possibilité d'envoi de 150 formateurs pour la préparation des forces gouvernementales. La version « lourde » consiste à envoyer jusqu'à 400 membres des forces spéciales pour aider l'armée nationale dans les combats. L'OTAN ne participera pas à cette opération

http://french.ruvr.ru/2012_10_15/ue-mali-aide/

Les grandes manœuvres

[Hillary missionnaire en Afrique](#)

[L'art de la guerre](#)

par Manlio Dinucci

Elle a visité neuf pays africains –Sénégal, Ouganda, Soudan du Sud, Kenya, Malawi, Afrique du Sud, Nigeria, Ghana, Bénin- en bénissant les parterres de ses « God bless you », et en jurant que Washington n'a comme unique objectif en Afrique que « renforcer les institutions démocratiques, promouvoir la croissance économique, faire avancer la paix et la sécurité ». La secrétaire d'état Hillary Clinton est donc allée en Afrique, en plein mois d'août, pour faire des bonnes œuvres. Elle a été accompagnée, dans la noble mission, par les exécutifs des plus grandes multinationales étasuniennes. Affaires, oui, mais conduites par un principe éthique que la Clinton a énoncé ainsi à Dakar : « Au 21ème siècle il faut que cesse le temps où les étrangers viennent extraire la richesse de l'Afrique pour eux-mêmes, en ne laissant rien ou très peu derrière eux». Clinton, c'est connu, est un soutien convaincu du commerce équitable et solidaire. Comme celui qui est pratiqué au Nigeria, dont l'industrie pétrolière est dominée par les compagnies étasuniennes, qui ramènent chez eux la moitié du brut extrait, pour plus de 30 milliards de dollars annuels. Pour les multinationales et pour l'élite nigériane au pouvoir, une source de richesse colossale, dont il ne reste quasiment rien pour la population. Selon la Banque mondiale, plus de la moitié des Nigériens se trouvent au-dessous du seuil de pauvreté, et l'espérance de vie moyenne est d'à

peine 51 ans. La pollution pétrolière, provoquée par Shell, a dévasté le delta du Niger : pour le décontaminer, d'après un rapport de l'Onu, il faudrait au moins 25 années et des milliards de dollars. La même chose est en préparation au Soudan du Sud où, après la scission du reste du pays soutenue par les Usa, se concentre 75% des réserves pétrolifères soudanaises, à quoi s'ajoutent de précieuses matières premières et de vastes terres cultivables. La compagnie texane Nile Trading and Development, présidée par l'ex-ambassadeur étasunien E. Douglas, s'est accaparée, avec une aumône de 25mille dollars, 400mille hectares de la meilleure terre avec droit d'en exploiter les ressources (y compris forestières) pendant 49 ans. L'accaparement de terres fertiles en Afrique, après expropriations des populations, est devenu un business financier lucratif, géré par Goldman Sachs et JP Morgan, sur lequel spéculent, avec leurs fonds, même Harvard et d'autres prestigieuses universités étasuniennes. La stratégie économique étasunienne rencontre cependant en Afrique un formidable obstacle : la Chine, qui, à des conditions avantageuses pour les pays africains, construit des ports et des aéroports, des routes et des voies ferrées. Pour franchir cet obstacle, Washington abat son joker : le Commandement Africa, qui « protège et défend les intérêts de sécurité nationale des Etats-Unis, en renforçant les capacités de défense des états africains ». En d'autres termes, en s'appuyant sur les élites militaires (que le Pentagone essaie de recruter en leur offrant une formation, des armes et des dollars) pour ramener le plus grand nombre possible de pays dans l'orbite de Washington. Quand il n'y arrive pas, l'Africom « conduit des opérations militaires pour fournir un environnement de sécurité adapté au bon gouvernement ». Comme l'opération Odissey Dawn, lancée par l'Africom en mars 2011 : le commencement de la guerre pour renverser le gouvernement de la Libye (le pays africain avec les plus grosses réserves pétrolifères) et étouffer les organismes financiers de l'Union africaine, nés surtout grâce aux investissements libyens.

Ainsi y a-t-il maintenant, en Libye, un « bon gouvernement » aux ordres de Washington.

Edition de mardi 14 août 2012 de il manifesto

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20120814/manip2pg/14/manip2pz/327244/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

Manlio Dinucci est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca. [Articles de Manlio Dinucci publiés par Mondialisation.ca](#)

Mali

[François Hollande : «Nous avons mal géré l'après-Libye»](#)

«J'ai approuvé l'intervention en Libye, mais j'ai regretté que l'accompagnement n'ait pas suivi, et aujourd'hui une partie des débris de l'armée libyenne et des forces qui l'ont soutenue se retrouve dans cette zone, et déstabilise le Niger et le Mali», a déclaré le président français dans une interview à un journal électronique africain, en marge du sommet de la francophonie qui se tient actuellement au Congo. L'Algérie avait, se souvient-on, mis en garde contre une intervention militaire qui embraserait la région et profiterait aux groupes terroristes au Sahel. Le temps a fini par lui donner raison. Et François Hollande le reconnaît à demi-mot, même s'il affirme poursuivre la même politique étrangère que Nicolas Sarkozy. «La France ne doit pas changer de principes en fonction des circonstances ou des situations.» Il estime ainsi que la montée des islamistes dans les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient par la voix des urnes constitue encore une menace dans la mesure où on ne sait pas encore si ces nouveaux pouvoirs islamistes vont respecter à long terme la démocratie. «Le bon fonctionnement de la démocratie, l'égalité hommes-femmes ou la place respective de la société et de l'Etat doivent être rappelés autant que nécessaire. L'enjeu est de savoir si des partis qui se réclament de l'islam peuvent rentrer dans un processus démocratique de long terme», a-t-il souligné, visiblement sceptique. Pour François Hollande, qui se rendra en Algérie en décembre sur fond de divergences sur plusieurs dossiers, dont celui, sensible, du Mali, l'exemple de la démocratie tunisienne est encourageant. «Les Tunisiens en ont fait la démonstration», s'est-il targué tout en se montrant prudent, car «des menaces existent». François Hollande, qui a dépêché plusieurs de ses ministres en Algérie pour préparer sa visite, cherche à rapprocher ses positions de celles de l'Algérie afin de créer un «front commun» contre le terrorisme au Sahel. Manuel Valls, en visite officielle à Alger aujourd'hui et demain, aura des discussions sur la lutte

antiterroriste et les groupuscules islamistes présents en France. Pour Hollande, le dossier du Sahel est l'une des priorités de sa visite de décembre prochain. Estimant que la crise malienne ne sera jamais réglée «sans l'Algérie», il dit mesurer la gravité de la situation. «Nous avons aussi le problème spécifique d'Areva, qui est pour le Niger une source de retombées très significatives : on voit bien l'intérêt des forces d'Aqmi ou liées à ces réseaux d'empêcher le développement du Niger», a-t-il affirmé. La France veut accélérer l'intervention militaire au Mali pour mieux préserver ses intérêts menacés par les groupes terroristes dans la région. Mais l'Algérie craint les répercussions d'une intervention contre-productive. Dans un discours à Kinshasa, le président français a toutefois indiqué que l'armée française n'interviendrait pas directement et qu'elle se contenterait d'apporter un soutien logistique aux armées africaines qui entreront en action au Nord-Mali.

<http://www.algeriepatriotique.com/article/francois-hollande-nous-avons-mal-gere-l-apres-libye>

Intervention au Mali : L'Algérie surveille ses frontières

Le compte à rebours a désormais commencé s'agissant de l'intervention militaire au nord du Mali rendue «légale» par la résolution du Conseil de sécurité à l'instigation de la France.

De fait, tous les pays de la région sont sur le qui-vive et s'inquiètent légitimement des dommages collatéraux d'une telle opération qui pourrait irradier toute la région du Sahel et du Sahara. Difficile d'imaginer les conséquences avec notamment un inévitable exode des populations vers les pays limitrophes et forcément des incursions d'éléments radicaux armés qui seraient tentés d'allumer la mèche un peu partout.

C'est consciente de ces dangers quasi-inévitables que l'Algérie a plaidé inlassablement en faveur d'une solution politique par le dialogue entre les différents partenaires maliens, à l'exclusion de ceux qui se revendiquent du terrorisme sous la bannière de la nébuleuse Al-Qaïda.

Mais, la résolution du Conseil de sécurité qui s'apparente à un ultimatum ne laisse pas trop le choix aux pays riverains notamment l'Algérie. La France et même les Etats-Unis veulent à tout prix sous-traiter la guerre au Mali aux bidasses non préparés et insuffisamment équipés de la Cédéao.

Il y a donc lieu de craindre le pire d'ici à l'expiration des 45 jours nécessaires à la mise au point d'un «plan opérationnel» de l'attaque envisagée. L'Algérie, à l'instar des autres pays de la région, est donc forcément sur le pied de guerre, malgré elle.

Des sources sûres confient à l'Algérie¹ ainsi que le commandant de la gendarmerie, le général Boustila réunira demain mardi les commandements des groupements régionaux des wilayas frontalières avec le Mali et la Libye à Tamanrasset. Cette importante réunion, première du genre, est sans aucun doute liée au développement de la situation au nord du Mali qui se présente sous le signe de la gravité.

Les gardes-frontière sur le pied de guerre

L'imminence d'une attaque contre les bastions terroristes au nord du Mali, c'est-à-dire à la frontière algérienne, commande en effet que des dispositions sécuritaires exceptionnelles soient prises pour faire face à d'éventuels incursions. L'Algérie est en effet soucieuse de sécuriser ses frontières face à une situation qui présente d'innombrables dangers avec les bombardements prévus au nord du Mali.

Précisément, le général Boustila devra s'enquérir de l'étanchéité du dispositif matériel et humain mis en place tout au long d'une frontière poreuse de plusieurs milliers de kilomètres.

Le patron de la gendarmerie devrait aussi s'entretenir d'après nos sources, avec les chefs de groupements de la gendarmerie des wilayas d'Adrar, Tamanrasset, Bechar, Ouargla, Tindouf et d'Illizi, soit quasiment toutes les villes situées sur la bande frontalière qui s'étend du sud-est au sud-ouest et qui font face à des pays voisins instables.

L'armée ouvre le débat sur le Sahel

C'est dire que l'Algérie prend très au sérieux le bouillonnement de l'autre côté de ses frontières. L'ex-chef du gouvernement Smaïl Hamdani a d'ailleurs rappelé opportunément aujourd'hui la sauvegarde de l'intégrité territoriale du pays.

«L'intégrité territoriale et l'unité du peuple constituent les principes majeurs auxquels s'attache la diplomatie algérienne», a-t-il affirmé à l'occasion de la célébration de la journée nationale de la diplomatie.

Parallèlement, l'institut militaire de documentation, d'évaluation et de prospective (IMDEP) qui relève

du MDN, a ouvert aujourd'hui un débat sur les enjeux géostratégiques de la crise au Sahel. Les experts étaient unanimes à souligner l'importance des luttes d'influence des grandes puissances dans cette région si riche en ressources naturelles.

Saïdj Mustapha, professeur à la même Faculté, a mis les pieds dans le plat. Dans sa communication autour de la «la rivalité franco-américaine dans la région sahel-saharienne», l'expert a estimé que les ambitions de ces grandes puissances étaient guidées par des intérêts «purement économiques». «Il s'agit pour ces pays de créer une zone d'instabilité pour imposer leur mainmise sur les richesses naturelles des pays de la région», a-t-il conclu. Autant dire que le souci mis en avant de lutter contre les terroristes n'est finalement qu'un doux leurre destiné à brouiller leurs pistes.

Le groupe islamiste Ansar Eddine qui écume une zone dans le Nord du Mali s'est démarqué des menaces de mort prononcées à l'encontre des otages français. Selon une source proche du même groupe armé citée par des sources médiatique maliennes, les déclarations de l'un de ses chefs militaires en l'occurrence Oumar Ould Hamahou menaçant de mort les otages français n'engagent de leur auteur. La même source a affirmé que le mouvement Ansar Eddine n'a aucune relation avec Ould Hamahou et n'est en rien concerné par la libération de ces otages ou leur séquestration.

Oumar Ould Hmahaou présenté par certains médias comme porte-parole d'Ansar Eddine est le beau-père de l'un des émir d'Al Qaeda au Maghreb Islamique(AQMI) Mokhtar Belmokhtar. Celui-ci avait auparavant déclaré que "si le président français continue à verser de l'huile sur le feu, il recevra, dans quelques jours, les photos des otages français décapités".

<http://www.algerie1.com/zoom/intervention-au-mali-lalgerie-surveille-ses-frontieres/>

Résolution de l'ONU sur le Mali : les Algériens satisfaits mais prudents

L'Algérie a qualifié de positif le vote par le Conseil de sécurité de l'ONU de la résolution 2071 proposée notamment par la France, donnant 45 jours aux pays ouest-africains pour préciser leurs plans en vue d'une intervention militaire destinée à reconquérir le Nord Mali, contrôlé par des islamistes extrémistes. Alger affiche une satisfaction prudente. « Il s'agit d'une résolution qui cristallise la convergence entre les différentes approches qui étaient sur la table et à ce titre, nous la considérons comme positive car elle reprend de nombreux éléments de la démarche algérienne », a souligné Amar Belani, porte-parole des AE, dans une déclaration, ce samedi 13 octobre, à l'agence APS.

Pour lui, la résolution reprend de nombreux éléments de la démarche algérienne. La résolution, a-t-il souligné, « appelle les autorités maliennes à engager un dialogue politique crédible avec les groupes de la rébellion touareg dans le cadre d'une solution globale qui préserve l'unité nationale, l'intégrité territoriale et la souveraineté du Mali et à condition que les groupes rebelles se dissocient des mouvements terroristes et des groupes qui leur sont affiliés, à savoir Aqmi et le Mujao ».

« Par ailleurs, les pays voisins sont impliqués dans l'accompagnement du processus politique malien dans la recherche d'une solution viable », a indiqué M. Belani. « La lutte contre le terrorisme reste l'objectif central de toute la démarche entérinée par cette résolution, ce qui rejoint, a-t-il affirmé, la position des pays du champ qui prônent l'éradication du terrorisme et de ses affiliés du crime organisé, y compris par le recours à la force ».

45 jours pour convaincre Bamako d'engager un dialogue avec Ansar Dine

Dans 45 jours, faute de solution, une seconde résolution sera soumise au Conseil de sécurité.

Cette fois, un éventuel vote ouvrirait la voie à une intervention militaire des troupes de la Cédéao, avec un appui logistique français et probablement d'autres pays occidentaux. En attendant, plusieurs réunions auront lieu. La première est prévue le 19 octobre à Bamako, au Mali. Elle regroupera l'Union africaine, l'ONU, L'Union européenne, la Cédéao, les "pays du champ" – dont l'Algérie – et les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU. D'autres réunions auront lieu avant l'expiration du délai accordé par la résolution onusienne.

Durant cette période, la diplomatie algérienne aura un objectif principal : ouvrir un dialogue entre Bamako et les deux composantes de la rébellion touareg au Nord : Ansar Dine et le MNLA. « Si un tel dialogue s'ouvre, nous serons dans un contexte tout à fait nouveau », explique une source algérienne. Si l'ouverture d'un dialogue avec le MNLA, composante "laïque" de la rébellion touareg, semble acquise, c'est loin d'être le cas avec Ansar Dine, un mouvement islamiste non terroriste mais qui souhaite

appliquer la charia au nord du pays.

L'implication de ce mouvement dans un processus de négociations est d'ailleurs le principal point de divergence entre Alger et Paris dans le dossier malien. L'Algérie veut à tout prix éviter une confrontation avec une composante de la rébellion touareg qui pourrait avoir des conséquences désastreuses sur sa propre stabilité. La France ne veut voir qu'un seul aspect des choses : Ansar Dine est un mouvement islamiste radical qu'il convient de combattre au même titre que les groupes terroristes d'Aqmi et du Mujao.

http://www.tsa-algerie.com/diplomatie/resolution-de-l-onu-sur-le-mali-les-algeriens-satisfaits-mais-prudents_22456.html

Mardi 2 octobre

[Intervention militaire au nord du Mali : Washington pose ses conditions](#)

Par Zine Cherfaoui (*revue de presse : El Watan - Algérie- 2 /10/12*)*

La France est manifestement le seul pays occidental à être pressé d'en découdre avec les groupes islamistes installés depuis 6 mois dans la région de l'Azawad.

Dans le prolongement de la déclaration faite, dimanche à Alger, par le commandant en chef des forces américaines en Afrique, le général Carter Ham, à travers laquelle celui-ci a assuré que la solution à la crise ne pouvait être que «*politique et diplomatique*», le secrétaire général de l'*Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN)*, Anders Fogh Rasmussen, a fait savoir aussi qu'elle n'avait aucun projet d'intervenir au Mali, où le nord du pays est occupé par des islamistes armés. «*L'OTAN n'a pas l'intention d'intervenir au Mali*», a-t-il déclaré hier, précisant que son organisation suit la situation avec «*attention*».

Le Premier ministre malien, Cheikh Modibo Diarra, avait, rappelle-t-on, appelé samedi les Occidentaux à intervenir militairement dans le nord du Mali en envoyant avions de combat et forces spéciales en soutien aux troupes ouest-africaines de la *Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao)* qui seraient déployées sous l'égide de l'ONU. Les Nations unies restent toutefois très prudentes concernant le dossier malien et préfèrent temporiser avec de donner leur feu vert à une action militaire. Le chef de l'Exécutif malien avait par ailleurs refusé de négocier avec les groupes islamistes.

Si les Etats-Unis privilégient la solution politique, ils soutiennent néanmoins que l'intervention militaire reste inévitable dans la mesure où il faudra, à un moment ou à un autre, expulser la rébellion islamiste liée à Al Qaïda. A ce propos, Washington se dit prêt à soutenir une intervention armée, mais pas à n'importe quelle condition. Il faudrait que celle-ci, mentionne-t-on, soit «*bien préparée*» et menée par des pays africains. «*Il devra y avoir à un certain moment une action militaire*» contre les extrémistes liés à *Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI)* installés dans le Nord, a déclaré le plus haut responsable de l'Afrique au département d'Etat américain, Johnnie Carson.

Le diplomate a plaidé, au cours d'une conférence de presse téléphonique, pour qu'un éventuel déploiement de troupes de la Cédéao, sous l'égide de l'ONU, soit «*conduit par l'armée malienne, avec le soutien de tous les Etats de la région, comme la Mauritanie et l'Algérie*». «*Toute action militaire là-bas devra être bien préparée, bien organisée, bien pourvue, bien pensée et agréée par ceux (les pays) qui seront directement concernés*», a insisté M. Carson.

* http://www.elwatan.com/international/intervention-militaire-au-nord-du-mali-washington-pose-ses-conditions-02-10-2012-187309_112.php

Politique étrangère de la France
Françafrique et Fr.Hollande

[L'Avenir économique du monde se jouera en Afrique, selon le président français](#)

DAKAR, 12 octobre (Xinhua) –

L'Afrique est un continent d'avenir et le futur économique du monde se jouera sur ce continent, a estimé vendredi à Dakar, le président français François Hollande, en visite officielle au Sénégal, premier pays africain où il se rend depuis son élection à la présidence en mai dernier.

"L'Afrique est portée par une dynamique démographique sans précédent. Sa population dont les jeunes constituent les 2/3 atteindra les 2 milliards de personnes en 2050. L'Afrique est l'avenir économique du

monde. C'est le continent de la croissance, du progrès et du développement. L'avenir économique du monde se jouera en Afrique", a-t-il affirmé lors de son discours à l'Assemblée nationale du Sénégal. Hollande, en route pour Kinshasa en République démocratique du Congo; pour le sommet de la Francophonie, a souligné que les défis des Africains "sont de renforcer la présence de l'Afrique dans la mondialisation, assumer vos responsabilités, redéfinir votre place aux grandes négociations internationales, et développer les services et les télécommunications".

Selon lui, le changement de l'Afrique viendra des Africains, ajoutant: "les Africains ont pris leur destin en main, et cette dynamique doit aller de l'avant. Malgré toutes les turbulences, l'Afrique est en marche". "Les changements viendront et avant tout des peuples. Les Africains ont pris leur destin en main et ce mouvement ne s'arrêtera pas ", a-t-il soutenu.

Il a en outre insisté sur les valeurs de transparence, de solidarité et de rigueur qui doivent régir les relations entre son pays et l'Afrique, affirmant avec force que "le temps de la Françafrique est révolu. Il y a la France et il y a l'Afrique. Il y a le partenariat entre la France et l'Afrique, avec des relations fondées sur le respect, la clarté et la solidarité".

Evoquant la situation au Mali, le président français a réaffirmé que la France va apporter un appui logistique pour soutenir ce pays, en cas d'intervention militaire, précisant que " la responsabilité première reviendra aux Africains

". http://french.news.cn/afrique/2012-10/13/c_131903829.htm

FRANCOIS HOLLANDE A DAKAR : DANS LES PAS DE NICOLAS SARKOZY

Il faudrait être naïf, pour croire que la politique étrangère de la France changerait, simplement parce que ce pays a changé de président. On ne change pas de politique (étrangère) du jour au lendemain. Surtout lorsque celui qui doit conduire le pays a tout l'air d'un bon élève, donc un exécutant docile, plutôt que d'être un constructeur de l'histoire. Si en plus il s'agit de l'Afrique, la politique étrangère de la France s'ancrera dans le statu quo hérité de la colonisation. La France refuse obstinément de comprendre qu'elle peut concevoir son existence sans se servir de l'Afrique et des Africains comme marche pied.

Ce 12 octobre 2012 à Dakar, Monsieur François Hollande, président de la république française, comme Nicolas Sarkozy avant lui le 26 juillet 2007, est venu à Dakar, parler aux Africains, du regard que son pays a sur eux. A la différence du texte de son prédécesseur, que l'intellectuel Sénégalais Makhily Gassama a qualifié de « lyrisme de mauvais goût », en son temps, le discours de M. Hollande paraît plus sobre et plus responsable, dans le ton. Mais en ce qui concerne le fond, les idées, il n'y a vraiment rien de nouveau.

Oui ! Si François Hollande arrive à se contenir, et à tenir des propos qui ne puent pas la morgue cavalière d'un Sarkozy totalement déluré, il n'en est pas moins accroché à cette conception des dirigeants français, à prendre les Africains pour les galériens du bien être de leur pays. On aura compris qu'on ne peut guère espérer de meilleures relations avec la France. Et ce ne sont pas les quelques points de l'apport de l'Afrique dans l'essor français qu'il reconnaît, au plan institutionnel, lorsqu'il cite Senghor, de même que le rôle des Africains dans la défense de son pays, lors des deux guerres mondiales, qui seraient une affirmation du contraire. Il a même regretté, le comportement de son pays dans l'odieux massacre de Tiarroye en 1944, ce qui est positif, même s'il omet de citer d'autres crimes de son pays sur le sol africain. Tout cela, hélas, ne garantit pas de liens plus positifs pour l'Afrique avec la France. Monsieur Hollande ne peut se différencier de ses prédécesseurs, dès le moment où se posent les problèmes de la gestion de l'Etat au niveau des richesses et des hommes : autrement dit les questions économiques et les problèmes de démocratie ! Pour ces deux aspects de la vie de l'Etat, la France reste égale à elle-même : accro au colonialisme !

En matière de démocratie :

On est carrément sidéré, lorsqu'on entend le président de la France parler de « faire vivre la démocratie par tous et pour tous » ! Et alors sonne instantanément dans les oreilles, le propos pour une fois juste d'Abdou Diouf, la marionnette de service à la tête de cet outil de domination qu'est la Francophonie. Il a dit à l'ouverture du 14ième sommet de son organisation, en parlant de démocratie, qu'il faut renoncer à l'attitude des deux poids deux mesures selon qu'il s'agisse de ce pays-ci ou de cet autre-là... Et on ne peut s'empêcher de penser aux crimes de la France en Côte d'Ivoire, crimes à l'issue desquelles le pays de M.

Hollande a installé en Côte d'Ivoire une dictature sanguinaire des plus osée, et fait déporté l' élu du peuple à La Haye. Avec cela, le chef d'Etat français ose parler de « valeur universelle de la démocratie », là où on voit bien que le mot démocratie a pour les dirigeants français le sens qui les arrange ; et est démocrate celui qui peut les servir servilement.

En matière d'économie :

M. Hollande, la main sur le cœur, dit que l'Afrique est « la terre d'avenir pour l'économie mondiale. Cela est entièrement vrai ! Le président des Français fait cette déclaration après avoir rappelé que « l'Afrique est le berceau de l'humanité ». Beau concept qui fait penser à Cheik Anta Diop, cet illustre Africain qu'il a chaleureusement cité. Là où le bât blesse, c'est lorsque Monsieur Hollande parle, pour les Africains, de « renouveler les relations avec la France », et énonce sa conviction que « les pays africains de la zone franc doivent pouvoir assurer de manière active la gestion de leur monnaie et mobiliser davantage leurs réserves pour la croissance et l'emploi. » Et voilà la question de la monnaie, avec l'esclavage financier qu'est le franc cfa, vestige honteux de cette colonisation négatrice de personnalité, de dignité et de droits même, que la France a exercée sur les Africains et qu'elle s'emploie à perpétuer dans le néocolonialisme impudique qui ne recule devant aucun crime.

L'Afrique est la genèse ou la jeunesse du monde ?!

Il semble que M. Hollande ait dit ceci : « l'Afrique est la jeunesse du monde. Elle est aussi la terre de l'avenir pour l'économie mondiale ! » Pour les esprits assez peu exercés comme nous autres, il aurait été plus heureux que le président français développe ce qu'il entend par « jeunesse du monde ». Il y a à craindre qu'il n'y ait trop à dire de ce terme de jeunesse, attaché à l'Afrique. On peut croire qu'il parle de ce qu'il subsiste sur ce continent des entités à explorer. Soit ! Il n'en demeure pas moins que l'idée qui est avancée de « berceau de l'humanité », qui fait de l'Afrique, avec la pertinence des travaux de Cheik Anta Diop, l'origine de l'humanité, il aurait été plus aisé d'entendre dire que « l'Afrique est la genèse du monde, en même temps qu'elle est aujourd'hui « l'avenir de l'économie mondiale ». Car, qu'on le veuille ou pas, l'Afrique est au départ et à l'arrivée. Aucun braquage, aucun crime ne transformera cette réalité. C'est pourquoi, la seule attitude sensée que la France doit avoir avec les Africains, c'est celle qui consistera à s'asseoir, avec les dignes fils de ce continent, non pas ces larbins, des tricheurs sans aucune dimension, qu'elle installe à la tête des Etats au détriment des peuples, s'asseoir donc avec des Africains dignes, et il en existe, autour d'une table de franchise et de loyauté, pour définir des relations saines et honnêtes, sans tricheries, sans duperie, sans crime ! Alors le monde avancera dans la vérité et la solidarité vraie. En dehors de cela, les crises se succéderont et la faillite s'installera irrémédiablement. Et c'est un leurre pour l'Europe de croire que les crises qu'elle provoque l'épargneront. Tout bonheur bâti au détriment de l'autre reste factice et éphémère !

NDA ADJOUA SUZANNE, Enseignante

Colonialisme économique

Alors comme ça Hollande aurait tourné la page de la Françafrique ! Quand nous disions « voter pour le meilleur menteur pour nous soumettre à sa dictature », nous étions malheureusement dans le vrai : en voilà une grossière preuve supplémentaire.

Diktacratie

Mardi 16 Octobre 2012

Le Monde daté du 14 et 15 octobre 2012 insiste d'ailleurs avec brio : « A Dakar, le chef de l'État a dit sa foi dans l'avenir économique du continent ».

Mais, un tel discours ne nous dissimulerait-il pas les vrais et profonds rouages d'une domination impériale ? Une domination par un trust économique jamais disparu depuis le temps des colonies ?

Quatorze pays privés de souveraineté monétaire

Car c'est toujours le même « fascisme » financier qui, en pleine crise de la dette et de l'euro, n'hésite pas à maintenir l'un des principaux mécanismes institutionnels de la Françafrique : le contrôle monétaire par le franc CFA (Franc des Colonies Françaises devenu le Franc de Coopération Financière Africaine ou de Communauté Financière Africaine selon les pays concernés). Et celui qui contrôle la monnaie, contrôle l'économie et donc détient le pouvoir.

Depuis plus de cinquante ans, les décisions de politique monétaire dépendent de l'accord de l'ancien colonisateur. Soit quatorze pays africains (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée-Bissau et équatoriale, Mali, Niger, République du Congo, Rwanda, Sénégal, Tchad, Togo)

n'ayant aucune souveraineté monétaire.

Qui pour crier au scandale ? L'affaire est si énorme qu'elle ne semble indigner plus personne... Pas une ligne dans tous les journaux ! Et pourtant il y aurait de quoi faire un quinzaine de révolutions !

A la base, le franc CFA fut instauré comme monnaie convertible pour faciliter les transactions dans l'ensemble des colonies de la zone franc. La parité fut fixée à partir de 1948 : 100 francs CFA équivalaient alors à 2 francs français. Le tout dans un esprit de coopération pour mieux aider les États nouvellement indépendants à gérer leur monnaie. C'est, en tout cas, ce qui est écrit dans les livres, car à regarder concrètement, l'histoire témoigne plutôt d'une dépendance des États de la zone CFA avec la France que d'une coopération.

Extorsion légitime

Avant 1973, l'intégralité des recettes – ou devises - des ventes extérieures de tous les pays de la zone CFA était centralisée –donc déposée – dans des comptes d'opération en France, autrement dit au Trésor Public français. Après 1973, seulement 65 % de ces recettes sont confisqués par l'État français. Enfin, depuis 2005, 50 % de ces capitaux sont réquisitionnés.

Oui, oui, vous avez bien compris, encore aujourd'hui donc, la moitié des réserves de changes de 14 pays africains reposent sur un compte d'opérations au Trésor Public français ! Véritable spoliation donc de la part de l'État français, ce qui oblige une grande partie de l'Afrique à s'endetter toujours plus à travers le monde via, par exemple, le FMI ou la Banque Mondiale ! Et bien sûr toujours au nom de la convertibilité censée faciliter les transactions...

Objectivement, l'austérité n'a pu que s'accroître sur un continent qui est le dernier à en avoir besoin.

Une spoliation doublée d'une dette, rien de tel pour contraindre les États ciblés à réduire encore et toujours les dépenses publiques : éducation, santé, subvention des denrées de première nécessité...

Quand on sait qu'aujourd'hui la principale nature de l'action politique en Afrique est d'ordre sociale, on peut percevoir l'étendue des dégâts... criminels.

Avec l'Afrique, on n'est jamais déçu, quand on cherche pire, rien de plus facile à trouver : début 1994, dans l'ère Mitterrand-Balladur, sous la pression de la communauté internationale – l'Empire donc -, le franc CFA est dévalué de 50 % (donc 100 francs CFA vaut alors 1 franc français). Soit disant pour rendre l'économie africaine encore plus compétitive et maintenir l'unité de la zone franc, histoire d'être toujours en règle avec le... FMI et la Banque Mondiale !

Mais qu'est-ce qu'un ajustement monétaire pour une économie sous-développée ?

Une dévaluation de 50 % c'est la garantie d'une dette publique qui va être doublée (Déjà que, souvenez-vous, la moitié des devises vont directement dans le coffre du Trésor français). C'est aussi des importations plus chères (sachant que ces pays importaient avant tout des matériaux de construction, on comprend mieux la multiplication alors des logements précaires en bois par exemple). C'est enfin la fermeture des petites et moyennes entreprises. Bref, c'est la garantie du niveau de vie de la population qui ne cesse de régresser. Mais c'est toujours pareil avec les économistes : le sacrifice du présent est nécessaire au bonheur futur... Ce sont les chiffres qui le disent !

Pour finir le dossier, il faut rappeler que depuis le début, 1948 donc, le gouvernement français contrôle la BAO et la BCAC, les banques centrales d'Afrique de l'Ouest et Centrale, par son droit de vote déterminant et surtout son droit de veto quant aux orientations monétaires prises.

Tant que le franc CFA restera indexé sur l'euro via le Trésor français, la sujétion coloniale de l'Afrique n'est pas prête de s'achever. Autrement dit dès que la France tousse, c'est la pneumonie assurée pour l'Afrique...

Hollande, vous l'aurez bien compris, c'est l'héritage Mitterrand-Chirac : une Françafrique sournoise mais très efficace. C'est que le Sarkozy nous avait habitué à autre chose, avec sa façon à l'américaine, assumée, franche : on envoie l'armée, on bombarde, on fait sauter les verrous et les résistances. Côte d'Ivoire, Libye... Vous avez déjà oublié ?

<http://diktacratie.com/colonialisme-economique/>

Les médias occidentaux, agents de déstabilisation de l'Afrique.

<http://www.abidjandirect.net/index2.php?page=poli&id=6644>

Aujourd'hui, au regard de la couverture faite par ces médias de l'actualité africaine et même mondiale, on peut, sans risque de se tromper, affirmer que cette presse n'est qu'un instrument de déstabilisation des pays sous-développés et de pérennisation des intérêts occidentaux de par le monde. On comprend alors pourquoi ces médias se sont imposés aux gouvernants des pays africains pour maintenir leur domination dans tous les domaines par le moyen d'un harcèlement médiatique volontairement mensonger.

Des mensonges fabriqués de toutes pièces sont diffusés, parfois avec des témoignages farfelus, rien que pour ternir l'image des hommes politiques africains nationalistes et souverainistes. Les ivoiriens et les démocrates du monde entier ont vécu, au quotidien, cette campagne de dénigrement orchestrée par ces médias contre le Président Laurent Gbagbo. Leurs journalistes et animateurs, notoirement corrompus, ne faisaient que calomnier cet homme intègre qu'ils traitaient de dictateur, d'«exclusionniste», de xénophobe; en un mot Gbagbo était accusé de tous les péchés d'Israël. RFI proférait, à l'encontre du Président ivoirien, les pires invectives que relayait avec délectation BBC, VOA,.... pour le salir au maximum et créer ainsi le lit de la division dans le pays, afin de mieux justifier les actions déstabilisatrices de leurs maîtres impérialistes. Quelle solidarité dans le mal!

C'est une grande déception de voir ces organes de presse s'adonner, de la pire des façons, à un dénigrement systématique des dirigeants patriotes africains et donc à des actes de voyoucratie médiatique, eux qui devraient être des modèles d'indépendance, de sérieux, de professionnalisme. Noyés par l'esprit de cupidité extrême, les journalistes de ces organes de presse livrent à la vindicte populaire des honnêtes citoyens, en obéissant aux ordres de leurs maîtres du Club de Sadiques et Voraces Impérialistes Occidentaux (CSVIO). Ces journalistes, très vite affublés du qualificatif de spécialistes ou experts de tel ou tel pays qu'ils ne connaissent du reste que très peu, étalent sur les plateaux de radios et de télévisions leur ignorance autoentretenue des faits africains, dévoilant ainsi qu'ils sont à la solde des desseins morbides de leurs gouvernants. Sur une chaîne de télévision française, après les tueries des ivoiriens par l'armée à la solde de Chirac en novembre 2004, un journaliste français, soi-disant spécialiste des questions ivoiriennes, clamait que le pays de Gbagbo était encore un Département d'Outre-mer. Quelle grotesque ignorance pour ce «spécialiste»!

Que dire de cette autre journaliste française d'origine camerounaise, prisonnière de ses intérêts égoïstes et qui, pour plaire à ses employeurs, s'évertue, chaque fois par des propos haineux et mensongers, à détruire des dignes dirigeants africains et particulièrement le Président Laurent Gbagbo? Encore une africaine utilisée pour détruire un autre africain, comme au temps de l'esclavage et de la colonisation. Ce comportement inexplicable ne cache-t-il pas une frustration née d'un dépit amoureux occasionné par un pro-Gbagbo ou la recherche d'une forte prime comme dans un film western? Il n'y a vraiment que ces vilains sentiments qui peuvent provoquer une telle haine chez une personne de ce genre. Sinon, comment comprendre qu'une africaine puisse se permettre de participer à la déstabilisation de son continent par les impérialistes véreux qui ne cherchent qu'à s'offrir les têtes des dignes fils et Présidents d'Afrique par le mensonge et la calomnie? Que cette africaine n'aime pas l'homme politique Gbagbo est compréhensible; mais mentir, organiser et adhérer à une campagne de dénigrement systématique contre cet homme, dont le seul tort était de ne point entrer dans la vision française des Présidents africains, est pitoyable. Que dire de cette célébrisissime affaire du franco-canadien André Kieffer? N'est-elle pas aussi un exemple qui a mis à nu la mauvaise foi et la méchanceté de la presse occidentale, qui se veut un modèle de probité? Il a fallu que ce juge, dont les enquêtes toujours orientées vers le camp des pro-Gbagbo profane, dans un village bété, la tombe d'un fou enterré à cet endroit pour que cette presse, qui n'attendait que ça se mette à hurler dans les quatre coins du monde, que les restes de cet espion français, flanqué du titre de journaliste, venaient d'être découverts. Le lieu choisi de la découverte de ce cadavre par ces menteurs professionnels, le département d'Issia, un village de Bété l'ethnie de Laurent Gbagbo. Tout ceci pour insinuer que les tueurs de Kieffer sont des proches de Gbagbo. Heureusement que le médecin commis à l'analyse de l'ADN de ce squelette a été habité par la raison humaine pour avoir infirmé la thèse des médias français. En tout cas, rien

ne l'obligeait à rendre une telle conclusion quand on sait les mensonges servis itérativement aux ivoiriens par les pouvoirs Chirac et Sarkozy. Ce médecin légiste aurait pu tronquer les résultats de ses analyses que personne n'aurait levé le petit doigt. Les médias à la solde des occidentaux auraient amplifié cet autre mensonge pour le transformer en « vérité ». Comme ces médias qui ont annoncé à grandes pompes cette découverte macabre ne connaissent pas la honte, ils se sont terrés derrière un mur de silence lorsque leur mensonge a été, une fois encore dévoilé. Malgré tout, l'objectif de dénigrer Gbagbo a été atteint car, ces médias de la haine et du mensonge, refusent toujours de revenir sur leurs galéjades pour rétablir la vérité. Quelles manipulations éhontées de l'information!

Désormais, il faut être très prudent devant les informations distillées par tous ces médias de la honte et du faux. Le cas récent du traitement de l'affaire Koné Katinan, porte-parole du Président Laurent Gbagbo, poursuivi par Ouattara, maintenant pour crime de sang, après l'échec de l'enlèvement pour crime économique, en est une illustration éloquent.

D'aucuns diraient, pourquoi suivre les informations de ces médias, quand on sait que ceux-ci, distillent des dépêches orientées ne faisant que l'apologie de leurs maîtres et de leurs larbins africains, puis déversent des insanités sur ceux qui privilégient la bonne cause des populations? Déjà au niveau national, pour les pays que ces membres du CSVIO contrôlent à souhait tels que la Côte d'Ivoire, les chaînes de radio et de télévisions publiques sont les relais de ces médias occidentaux. N'est-il pas mieux d'écouter, de voir ou de lire le mensonge original de ces derniers que la « photocopie locale » ? D'ailleurs, pour connaître l'origine de ces informations volontairement tronquées, il faut être connecté directement sur ces chaînes de diabolisation des souverainistes et nationalistes africains.

Ainsi, les médias occidentaux sont les bras séculiers des néo-colonisateurs et de leurs multinationales dans le processus de déstabilisation des pays sous développés dirigés par des patriotes qui échappent à leur contrôle.

AFP, RFI, en général les médias français, leur relais européens et américains ne sont que des caisses de résonance du Quai d'Orsay (Ministère des Affaires Etrangères français) pour mener une propagande destructrice afin de donner à la France d'atteindre ses objectifs de déstabilisation des pays africains.

Voilà que C. Bouabouvier, le sinistre agent de presse de la DGSE française, vient une fois de plus de déverser de grossières faussetés relatives à un soi-disant rapport de l'ONU qu'ignorent d'ailleurs les agents de cette organisation mondiale en Côte d'Ivoire. Ces médias occidentaux qui, pour cette sale besogne, recrutent plutôt des espions que des journalistes, n'abdiquent jamais sans avoir atteint leurs objectifs funestes. Leur persévérance dans le mal est simplement démoniaque. Comment éviter leur piège diabolique? Même si cela semble impossible pour les pays francophones, l'espoir peut être permis du côté des anglophones qui s'ouvrent de plus en plus sur les médias chinois et russes, plus objectifs dans le traitement de l'information africaine. On citera par exemple le Kenya, avec qui la Chine développe déjà un partenariat dans le domaine de la presse. A l'instar des anglophones, les francophones gagneraient à s'ouvrir à des chaînes de radios et télévisions d'autres horizons et à limiter de plus en plus l'ouverture vers les médias impérialistes.

S'il est vrai que les ennemis qui favorisent l'emprise des membres du CSVIO sur l'Afrique demeurent la pauvreté et les politiciens véreux, opportunistes à souhait et prêts à exploiter tous ces mensonges contre leurs propres pays, pour servir le diable, il convient de noter le rôle éminemment néfaste pour l'Afrique de cette presse française qui constitue aujourd'hui une gangrène pour les dirigeants souverainistes africains et donc pour le développement de ce continent.

C'est pourquoi, il urge de mettre fin à ces concessions abusives d'exploitation des ondes en modulation de fréquence de l'espace audio-visuel africain et sanctionner lourdement les mensonges de ces médias occidentaux. Il importe aussi de développer la formation académique, civique et politique des jeunes africaines.

Il appartient encore aux journalistes patriotes de réagir promptement aux invectives de ces espions qui se font passer pour des journalistes spécialistes des questions ivoiriennes et africaines mais qui travestissent l'histoire de l'Afrique.

Il faut demeurer vigilant devant cette horde de médias occidentaux prêts à détruire les pays pauvres qui ne cherchent qu'à sortir des misères occasionnées par ces mêmes médias et à aspirer à vivre de leurs richesses.

Les objectifs macabres de cette presse aux ordres sont désormais connus: créer la division et les rebellions dans les pays sous-développés mais naturellement riches, pour mieux les exploiter.

source : NANWOULET G. Simone